

La direction refuse de chiffrer le Plan Emploi 2018

Une véritable mascarade face aux enjeux du CTL !

Un mur de charge avec deux normes à traiter en parallèle (EU6d-temp et d-full), un foisonnement de technologies pour les motorisations (thermique, hybride, électrique), un taux de sous-traitance qui a dépassé les 50% depuis quelques mois sur le site de Lardy, la réouverture des Dispenses d'Activité qui vont accroître les départs : tout prêchait pour l'annonce en réunion de Comité d'Etablissement d'un plan d'embauches important pour 2018 lors de la présentation de début d'année du Plan Emploi.

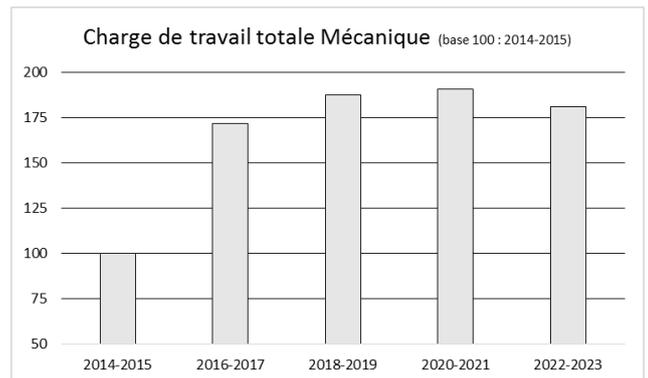
Rien de tel : la direction a refusé de donner les prévisions d'embauches pour l'année 2018 au CTL alors qu'elle l'avait fait à la même période en 2016 et 2017. Devant cette mascarade, les trois organisations syndicales représentatives (CGT, CFE-CGC et CFDT) ont refusé de participer à la consultation sur ce plan, vide de données chiffrées.

Cette opacité reflète un manque de respect total vis-à-vis des efforts engagés par l'ensemble des salariés de Lardy. La CGT réclame que la direction fasse rapidement la lumière sur ses intentions dans le contexte actuel très tendu. Nous réclavons un plan d'urgence de 300 embauches cette année.

Ce n'est que le début du mur de charge...

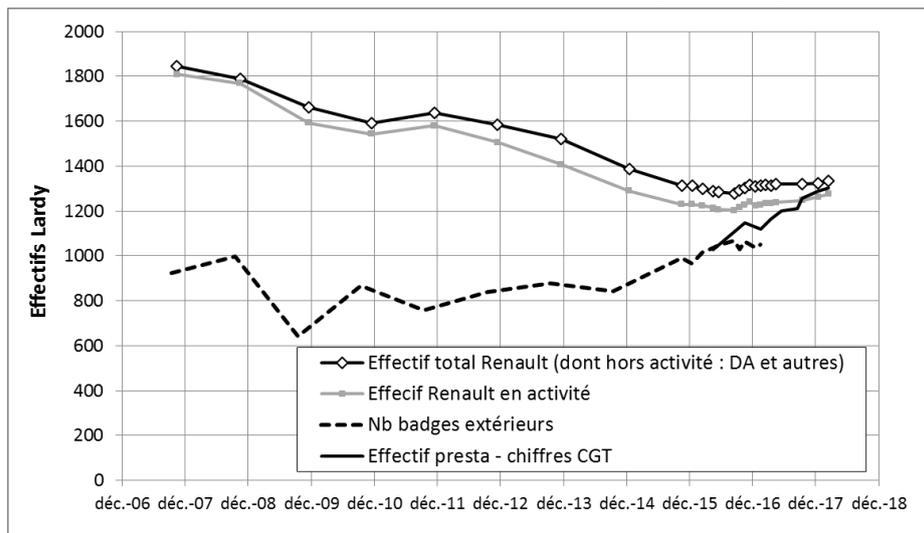
Lors du CE extraordinaire du mois dernier consacré à la réorganisation de la Mécanique, Ph. Brunet, directeur de la DEA-M, a

indiqué que le « mur de charge » ne faisait que commencer dans sa direction (qui concerne l'activité d'une majorité de salariés de Lardy). Ainsi, la charge de travail totale Renault (Renault et sous-traitants dans les sites en France, RTx, externalisation) va encore augmenter en 2018-2019, puis en 2020-2021. Les prévisions actuelles pour 2022-2023 ne laissent pas apparaître de baisse et d'ici-là, de nombreux nouveaux projets verront probablement le jour. Par rapport à 2014-2015, on approche du double en termes de charge !



Les « solutions » de la direction : sous-traitance sur site et externalisation

Après plusieurs années de blocage des embauches, la direction a légèrement rouvert les vannes depuis 2015 avec 37 embauches en 2015, 90 en 2016 et 92 en 2017 à Lardy. Mais ces embauches n'ont fait que compenser les départs du plan GPEC (Dispenses d'Activités + départs dans d'autres entreprises ou pour création d'entreprises), les démissions



et le déficit chronique lié aux mutations entre sites. **En janvier 2015, il y avait 1289 salariés Renault CDI en activité à Lardy, en janvier 2018, il y en avait... 1264 !**

Le bond énorme de l'activité a, en réalité, été pris en charge par une augmentation importante de la sous-traitance sur site (voir graphique ci-contre) et par une externalisation galopante.

Nous ne reviendrons pas longuement ici sur les conséquences que ces choix ont sur la situation des salariés prestataires (dont beaucoup préféreraient être employé par Renault plutôt qu'être à la merci d'une fin de contrat à Lardy), sur les pertes de compétences et les impasses techniques réalisées en interne ou sur l'énergie perdue à former et re-former du personnel dont le turn-over est naturellement important au vu des conditions de travail et de salaires. Ces conséquences nous semblent partagées par un grand nombre de salariés, qu'ils soient Renault ou prestataires.

Réouverture des DA : combien d'embauches supplémentaires à Lardy ? Mystère !

Le dispositif DA, réouvert il y a quelques semaines, rendrait éligible, d'après la direction, de 55 à 60 personnes à Lardy. D'après la CGT-Lardy, sur les deux années restant pour l'accord CAP2020, les départs potentiels en DA pourraient être plus proches des 80 à 90 salariés.

Dans le contexte déjà hyper-tendu au niveau de la charge de travail, il aurait été légitime que la direction Renault donne le nombre d'embauches supplémentaires qui étaient prévues à Lardy suite à la signature de cet avenant à l'accord CAP2020. Eh bien non ! Hier, en réunion de CE, la direction s'est refusée à donner ce chiffre, comme elle a refusé de donner le nombre d'embauches qui est prévu pour 2018 (contrairement à ce qu'elle avait fait en 2016 et 2017). C'est complètement inadmissible !

Nous ne savons donc pas si les embauches prévues à Lardy en 2018 seront au niveau de celles des années précédentes, en baisse ou en hausse. Nous ne savons pas si la direction a pris en compte le potentiel départ de 55 à 90 salariés supplémentaires en 2 ans par la DA. La direction a bien fait comprendre que cette absence de données n'était pas liée à un besoin de données complémentaires mais qu'il s'agissait d'un choix politique. Qu'est-ce qui se cache derrière ce choix ? Encore une hausse de la sous-traitance et de l'externalisation ? Encore des « synergies Renault-Nissan-Mitsubishi » et des « suppressions de doublons » ? Encore de la pression et de la désorganisation pour ceux qui resteront ?

La CGT-Lardy tire le signal d'alarme : c'est un plan d'urgence d'embauches et de moyens supplémentaires qu'il faut à Lardy pour répondre aux enjeux du futur. 300 embauches dès cette année, c'est le minimum pour le faire : 100 embauches pour remplacer les « départs naturels » (retraite, démissions, mutations sur d'autres sites), 100 embauches pour remplacer les salariés qui vont partir ces deux prochaines années en DA, 100 embauches pour que nous travaillions tous dans de meilleures conditions. Il faut des embauches massives, et notamment les prestataires qui le souhaitent !

La lutte des cheminots contre le Pacte Ferroviaire, la mobilisation des étudiants contre la sélection à l'université, la colère dans le milieu hospitalier, les grèves chez Carrefour et Air France pour les salaires : des milliers de jeunes et de travailleurs se battent contre les régressions sociales que subissent tous les salariés (ou futurs salariés). Il faut que ces luttes s'étendent et convergent pour stopper la précarité grandissante des contrats de travail, pour obtenir les moyens nécessaires pour satisfaire les besoins de la population et tous travailler correctement, pour débloquer les salaires.

La manifestation du 1^{er} Mai, journée internationale de lutte des travailleurs et travailleuses est une occasion de nous y joindre. RDV à 14h30 Place de la Bastille (sous le ballon de l'UD91).

Si la convergence des luttes est la meilleure des solidarités, il est urgent que nous aidions financièrement les cheminots à développer la grève. Pour cela, vous trouverez ci-dessous les liens pour vos dons.

<https://www.lepotcommun.fr/pot/t0gm3ve1>

<https://www.lepotcommun.fr/pot/zohx6r22>

Cheminots Brétigny s/Orge

Cheminots Juvisy / Massy



1^{er} Mai
JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LUTTE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES.
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - JUSTICE SOCIALE - PAIX

2018

Manifestation unitaire 14h30
CGT - FO - FSU - Solidaires - UNEF
Bastille